

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 NOVEMBRE 1927.

Proposition de loi sur l'éducation physique et la préparation au service militaire ⁽¹⁾.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Je reprends, en le complétant notamment par une série de dispositions relatives à la préparation au service militaire, le projet de loi sur l'éducation physique qui fut présenté le 2 juillet 1924 et que M. Destree a repris, depuis, usant du droit d'initiative parlementaire, sous forme de proposition de loi.

Je crois pouvoir me dispenser de reproduire toutes les considérations qui en justifiaient le dépôt tant elles rencontrent à l'heure actuelle une adhésion générale.

La guerre a montré, en effet, la nécessité d'améliorer la résistance physique de la Nation, par une préparation systématique et générale; cette préparation facilitera l'instruction individuelle du soldat, si elle est complétée par certaines connaissances préliminaires à l'instruction militaire proprement dite.

C'est la raison pour laquelle j'ajoute au projet déposé en 1924 des dispositions sur l'organisation de la préparation au service militaire.

A. — Éducation physique.

L'éducation physique a pour objet d'assurer par des exercices appropriés, le développement harmonieux du corps. Elle vise à donner à chacun le maximum de santé et de résistance physique.

Les mesures prises jusqu'à ce jour pour rendre l'instruction obligatoire ne répondent que partiellement au devoir qui incombe au pays vis-à-vis des jeunes générations. Il convient que l'on accorde à l'éducation corporelle une valeur semblable à celle de la culture de l'esprit.

Tous les établissements dirigés ou subsidiés par les pouvoirs publics devront inscrire à leurs programmes l'éducation physique obligatoire, augmenter l'importance de cet enseignement, recruter avec soin les maîtres qui en seront chargés

(1) La présente proposition reproduit textuellement le projet de loi déposé le 23 mai 1922, au nom du Gouvernement, M. Hubert étant Ministre des Sciences et des Arts.

et prendre une série de mesures pratiques dont l'observation devra être rigoureusement assurée.

Il importe, en outre, que l'État favorise la création d'associations s'occupant d'éducation physique destinées à accueillir les jeunes gens qui ne fréquentent pas ou qui ont cessé de fréquenter un établissement dirigé ou subsidié par les pouvoirs publics.

L'intérêt de la Nation exige que ces associations puissent offrir à la jeunesse un enseignement de l'éducation physique analogue à celui des écoles officielles. Les organisations post-scolaires méritent donc toute l'attention de l'État qui, en même temps qu'il en favorisera le développement, les secondera et en assumera la haute direction. Cette direction sera assurée dans des conditions suffisantes, semble-t-il, par l'« agrégation », qui, d'une part, soumettra les associations à des règles et en exigera des garanties et, d'autre part, pourra leur consentir des avantages déterminés notamment des subsides.

L'éducation physique selon l'esprit de la loi sera également assurée par les établissements non subsidiés à la condition qu'ils acceptent, pour ce cours, l'inspection de l'État. Cette disposition, qui dispense les élèves des établissements dont il s'agit de l'obligation de s'inscrire dans une association agréée, semble de nature à faciliter la tâche des directeurs d'écoles.

L'application de la loi sur l'éducation physique requiert la création d'un Conseil supérieur de l'éducation physique. Ce Conseil, composé de personnalités spéciales compétentes, serait rattaché au Ministère des Sciences et Arts et serait chargé de donner son avis, soit à la demande du Ministre, soit spontanément, sur toutes les mesures d'application des principes de la loi, notamment sur les programmes des cours, les installations que comporte leur exécution, la formation et les aptitudes des maîtres, l'inspection et le contrôle, la diffusion des sports, de même que sur les conditions d'agrégation des associations d'éducation physique.

Grâce aux écoles existantes dans toutes les communes, l'éducation physique de la jeunesse paraît pouvoir être réalisée assez facilement.

Les communes ne peuvent se désintéresser d'une réforme d'utilité nationale ; aussi semble-t-il qu'on puisse demander à celles de plus de 5,000 habitants, l'installation d'une salle de gymnastique et d'une plaine de jeux et, chaque fois que les conditions locales le permettront, d'un bassin de natation ; à celles de moins de 5,000 habitants, une portique de gymnastique et une plaine de jeux.

Les installations pourront être subsidiées par l'État comme les constructions scolaires. Toutefois la situation actuelle du trésor interdit toute précision à cet égard et il appartiendra aux lois du budget de fixer la contribution annuelle de l'État jusqu'au jour où un équilibre normal sera rétabli et où des règles pourront être fixées.

Il va de soi que les communes pourront satisfaire à leur obligation, soit en s'entendant entre elles si elles sont rapprochées et si leur voisinage permet une installation unique, accessible à tous leurs habitants, soit en s'entendant avec des sociétés sportives pour mettre à la disposition de tous des plaines déjà existantes.

Je n'ignore pas que certaines communes sont dans une situation financière critique ; aussi la proposition prévoit la nécessité d'apporter certains tempéraments et notamment d'accorder des délais selon les circonstances. La loi doit rester assez souple pour ne s'appliquer qu'au fur et mesure des possibilités et il convient de s'en remettre pour les détails d'application à des arrêtés royaux à prendre par le Ministre compétent après avis du Conseil supérieur d'éducation physique.

B. — Préparation au service militaire.

La préparation au service militaire a pour objet de développer les qualités civiques des jeunes gens et de leur assurer certaines connaissances en vue de les préparer au service militaire.

Elle facilite à ceux qui sont susceptibles de devenir officier de réserve ou gradé subalterne, l'accès à ces grades.

L'éducation physique systématique et générale, complétée par une préparation destinée à donner certaines connaissances préliminaires à l'instruction militaire proprement dite, permettra d'envisager la possibilité de réduire le temps consacré à l'instruction individuelle du soldat.

Le programme général de cette préparation au service militaire n'a rien de compliqué et ne saurait, en aucun cas, rebuter les jeunes gens qui font preuve de bonne volonté.

Il comprendra une bonne éducation civique — celle que doit posséder tout citoyen — et quelques connaissances qui, sans entrer dans la technique militaire proprement dite — domaine de l'instruction militaire — contribueront à mieux préparer le futur militaire à son rôle de soldat.

L'obligation militaire étant générale, il faut que la préparation au service militaire le soit également, au moins dans la forme qui vient d'être énoncée.

Cette préparation, qui s'adresse particulièrement au soldat et lui fait acquérir la connaissance d'exercices visant à lui faciliter l'instruction militaire individuelle, est dénommée du premier degré. Elle ne peut suffire aux jeunes gens mieux doués aptes à former les cadres de l'armée. Pour ceux-ci, il a paru utile d'instituer une préparation spéciale qui facilitera l'accès respectivement au grade de sous-officier (2° degré) et au grade d'officier de réserve (3° degré).

Il va de soi que la préparation du 2° degré et du 3° degré n'a pas le caractère obligatoire.

*
* * *

Il n'a semblé possible d'organiser la préparation au service militaire qu'en s'adressant à l'initiative privée, dans la forme qui a été envisagée pour assurer l'éducation physique des jeunes gens ne fréquentant pas d'établissement d'instruction.

Les associations agréées par le Ministre de la Défense Nationale assureront la préparation au service militaire et l'agrément imposera des obligations et procurera des avantages analogues à ceux qui sont prévus pour les associations d'éducation physique.

Les communes et l'armée mettront dans des conditions déterminées leurs ressources à la disposition des associations de préparation au service militaire agréées.

Dans les communes où il n'existe pas d'associations privées et dans les communes où ces organismes sont insuffisants, c'est à l'intervention des autorités communales que les administrés recevront la préparation au service militaire. Ces autorités feront appel, pour mener leur tâche à bien, à des personnes compétentes (anciens militaires, instituteurs, instructeurs de l'armée, etc.).

*
* * *

La loi prévoit l'obligation de la préparation au service militaire à partir de 17 ans jusqu'au moment de l'incorporation. Elle consacre ainsi environ trois ans à la préparation proprement dite.

Les programmes pourront ainsi être assimilés sans grands efforts.

L'organisation générale et la direction de la préparation au service militaire sont confiées au Ministère de la Défense Nationale directement intéressé.

* * *

Afin que la loi porte les fruits que l'on en espère, il a fallu prévoir certaines mesures qui en garantissent l'application.

Trop douces, ces mesures s'avéreraient inefficaces; trop sévères, elles apparaîtraient comme draconiennes et inacceptables; voilà pourquoi il a semblé naturel d'appliquer à l'obligation de l'éducation physique de 14 à 18 ans les sanctions prévues par la loi organique de l'enseignement primaire et d'y ajouter, en ce qui concerne les jeunes gens, une épreuve d'aptitude physique qui lui sera imposée par le Ministre de la Défense Nationale à l'époque de leur incorporation dans l'armée. A la même époque, les jeunes gens seront appelés à subir une épreuve constatant leur préparation au service militaire.

Ceux qui se seront dérobés à l'éducation physique et à la préparation au service militaire, ceux aussi qui échoueront à l'examen ou ne se présenteront pas, seront appelés sous les drapeaux avant les miliciens de leur classe pour un temps qui n'excèdera pas deux mois pour l'éducation physique et un mois pour la préparation au service militaire, sans qu'il puisse y avoir cumul.

La sanction sera suffisamment sévère pour ne pas être négligée. Il est juste d'ailleurs, que ceux qui auront refusé de faire pendant leur jeunesse l'effort nécessaire pour s'assouplir aux exercices physiques ou se préparer à l'instruction militaire, soient appelés à l'armée avant ceux qui représentent pour l'instruction militaire des éléments préparés par une éducation préliminaire.

* * *

L'article 1384 du Code civil, alinéa 4, crée à charge des instituteurs une présomption de faute à l'occasion des dommages causés par leurs élèves pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. Les maîtres intéressés ont vivement insisté pour cette disposition exceptionnelle fût abrogée. J'estime qu'il faut leur donner satisfaction et prévoir des dispositions nouvelles, favorables pour les professeurs de toutes catégories, n'excluant cependant pas la responsabilité du maître dans le cas de faute personnelle. L'action en responsabilité se prescrira dans le délai d'un an à compter du jour de l'accident.

La question des conséquences financières de la loi — on l'aura remarqué — a été réservée. L'État fixera ultérieurement, selon les facultés du Trésor, sa part d'intervention.

Pour la première année, il est ouvert au budget des Sciences et des Arts, une somme de *trente mille francs* et au budget de la Défense Nationale une somme de *deux cent mille francs* qui permettront d'assurer les premières mesures d'application.

ALBERT DEVÈZE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 NOVEMBER 1927.

Wetsvoorstel op de lichamelijke opvoeding en de militaire voorgeoefendheid ⁽¹⁾.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp op de lichamelijke opvoeding, den 2 Juli 1921 ingediend, wordt door mij overgenomen en aangevuld door eene reeks bepalingen betreffende de militaire voorgeoefendheid; dit ontwerp werd sedertdien door den heer Destrée, krachtens zijn parlementair initiatief, terug ingediend als wetsvoorstel.

Ik meen dat het overbodig is hier al de overwegingen te herhalen welke het indienen van dat ontwerp wettigden en welke thans algemeene instemming vinden.

De oorlog heeft inderdaad bewezen hoe noodzakelijk het is het lichamelijk weerstandsvermogen der Natie te verbeteren door een stelselmatige en algemeene voorbereiding; die voorbereiding zal het individueel onderricht van den soldaat vergemakkelijken zoo zij aangevuld wordt door een zekere kennis welke voorafgaat aan de eigenlijke militaire opleiding.

Dat is de reden waarom ik bij het in 1921 ingediende ontwerp bepalingen voeg over de regeling van de militaire voorgeoefendheid.

A. — Lichamelijke opvoeding.

De lichamelijke opvoeding heeft ten doel het lichaam door middel van gepaste oefeningen harmonisch te ontwikkelen. Zij wil een ieder het maximum van gezondheid en lichamelijk weerstandsvermogen verschaffen.

De tot nog toe getroffen maatregelen om het onderricht verplichtend te maken beantwoorden slechts gedeeltelijk aan de verplichting welke op het land berust tegenover de jongere geslachten. Aan de lichamelijke opvoeding dient dezelfde waarde gehecht als aan de ontwikkeling van den geest.

Al de door de openbare machten bestuurde of geldelijk ondersteunde inrichtingen moeten de verplichte lichamelijke opvoeding op hun leerplan brengen, de

(1) Dit wetsvoorstel is de woordelijke weergave van het wetsontwerp dat den 26 Mei 1922, namens de Regeering werd ingediend, toen de heer Hubert minister was van Wetenschappen en Kunsten.

belangrijkheid van dit onderwijs vergrooten, met zorg de leermeesters aanwerven welke er mede zullen belast worden en een reeks practische maatregelen treffen welke nauwgezet moeten nageleefd worden.

De Staat dient daarenboven het oprichten te begunstigen van vereenigingen welke zich bezighouden met lichamelijke opvoeding en welke bestemd zijn om de jonge lieden op te nemen welke geen door de openbare machten bestuurde of geldelijk ondersteunde inrichting bezoeken of dergelijke instelling verlaten hebben.

Het belang der Natie eischt dat die vereenigingen aan de jeugd een onderwijs in de lichamelijke opvoeding kunnen aanbieden dat overeenstemt met het onderwijs der officiële scholen. De Staat zal dus gansch zijn aandacht wijden aan de naschoolsche inrichtingen, hij zal er de uitbreiding van begunstigen, ze bijstaan en er de hooge leiding van op zich nemen. Die leiding blijkt voldoende verzekerd te zijn door de « aanneming », welke, eenerzijds, de vereenigingen aan zekere regelen onderwerpt en er waarborgen van eischt en hun, anderzijds, bepaalde voordeelen, inzonderheid toelagen, kan verleen.

In den geest der wet zal de lichamelijke opvoeding eveneens verzekerd worden door de niet geldelijk ondersteunde inrichtingen op voorwaarde dat deze, voor den betrokken leergang, zich aan Staatstoezicht onderwerpen. Deze bepaling, welke de leerlingen van bedoelde inrichtingen vrijstelt van de verplichting zich in een aangenomen vereeniging te laten inschrijven, schijnt de taak der schoolbestuurders te moeten vergemakkelijken.

De toepassing der wet op de lichamelijke opvoeding vereischt het oprichten van een Hoogen Raad voor lichamelijke opvoeding. Die Raad, samengesteld uit bevoegde bijzondere persoonlijkheden, zou verbonden worden aan het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen en gelast zijn advies uit te brengen, hetzij op verzoek van den Minister, hetzij uit eigen beweging, over al de maatregelen ter toepassing van de beginselen der wet, inzonderheid over het leerplan der lessen, de instellingen welke voor hun uitvoering worden vereischt, de opleiding en de bekwaamheid der leermeesters, het toezicht en de contrôle, de verspreiding der verschillende soorten van sport, evenals over de voorwaarden van aanneming der vereenigingen voor lichamelijke opvoeding.

Dank zij de scholen welke in al de gemeenten bestaan, schijnt de lichamelijke opvoeding der jeugd tamelijk gemakkelijk te kunnen verwezenlijkt worden.

De gemeenten mogen hun belangstelling niet onttrekken aan een hervorming van nationaal belang; het blijkt dan ook dat men van de gemeenten met meer dan 5,000 inwoners het tot stand brengen van een turnzaal en van een speelplein zou mogen vergen en, telkens als de plaatselijke toestand het toelaat, van een zwemdok; van die met minder dan 5,000 inwoners, een stelling voor gymnastiektoestellen en een speelplein.

De inrichtingen zullen door den Staat geldelijk kunnen ondersteund worden op dezelfde wijze als de schoolgebouwen. De tegenwoordige staat der Schatkist laat echter niet toe dienaangaande nauwkeurige bepalingen te geven en de begrootingswetten zullen de jaarlijksche tegemoetkoming van den Staat moeten bepalen totdat een normaal evenwicht zal bekomen zijn en totdat men vaste regelen zal kunnen voorschrijven.

Het spreekt vanzelf dat de gemeenten aan hun verplichting zullen kunnen voldoen, hetzij door onder elkaar schikkingen te treffen zoo zij kort bij elkander gelegen zijn en zoo hun nabijheid een eenige instelling mogelijk maakt welke

toegankelijk is voor al hun inwoners, hetzij door overleg te plegen met sport-vereenigingen ten einde reeds bestaande pleinen ter beschikking van een ieder te stellen.

Het is ons niet onbekend dat sommige gemeenten in een hachelijken geldelijken toestand verkeerden; het voorstel voorziet dan ook de noodzakelijkheid de wet eenigszins verzacht toe te passen en inzonderheid het verleen van uitstel naar gelang van de omstandigheden. De wet moet tamelijk rekbaar blijven om enkel naar gelang van de mogelijkheden toegepast te worden en voor de toepassingsbijzonderheden dient men zich te verlaten op Koninklijke besluiten welke door den bevoegden Minister moeten genomen worden na inwinning van het advies van den Hoogen Raad voor lichamelijke opvoeding.

B. — Militaire voorgeoefendheid.

De militaire voorgeoefendheid heeft ten doel de hoedanigheden van een goed burger bij de jongelieden te ontwikkelen en hun een zekere kennis te verschaffen met het oog op hun opleiding tot den legerdienst.

Voor diegenen welke geschikt zijn om reserveofficier of ondergeschikt gegradueerde te worden, vergemakkelijkt zij den toegang tot die graden.

De stelselmatige en algemeene lichamelijke opvoeding, aangevuld door een opleiding welke bestemd is om een zekere kennis te verschaffen die het eigenlijk militair onderwijs voorafgaat, zal ons toelaten de mogelijkheid in overweging te nemen om den tijd te verminderen welke aan het individueel onderwijs van den soldaat wordt besteed.

Het algemeen programma dier militaire voorgeoefendheid is niet ingewikkeld en zou in geen geval de jongelieden kunnen afschrikken welke bewijs geven van goeden wil.

Het zal bestaan uit een degelijke staatsburgerlijke opvoeding — opvoeding welke ieder burger moet genoten hebben — en uit eenige kennis welke, zonder tot de eigenlijke militaire techniek te behooren — die het gebied is van het militair onderwijs — het hare zal bijdragen om den toekomstigen milicien beter tot zijn taak van soldaat voor te bereiden.

Daar de dienstplicht algemeen is, dient de militaire voorgeoefendheid het eveneens te wezen, ten minste voor zooverre hierboven vermeld staat.

Die voorgeoefendheid welke zich inzonderheid tot den soldaat richt en hem gewent aan oefeningen welke het persoonlijk militair onderwijs moeten vergemakkelijken, wordt genoemd van den eersten graad. Zij kan niet volstaan voor de meerbegaafde jongelingen welke geschikt zijn om de kaders van het leger te vormen. Voor dezen is het nuttig gebleken een bijzondere opleiding tot stand te brengen welke het bereiken zal vergemakkelijken onderscheidenlijk van den graad van onderofficier (2^e graad) en van den graad van reserveofficier (3^e graad).

Het spreekt vanzelf dat de opleiding tot den 2ⁿ graad en tot den 3ⁿ graad niet verplichtend gemaakt wordt.

*
* *

Het bleek slechts mogelijk de militaire voorgeoefendheid tot stand te brengen door een beroep te doen op het particulier initiatief, op de wijze welke in overweging werd genomen om de lichamelijke opvoeding der jongelingen te verzekeren die geen enkele onderwijsinrichting bezoeken.

De door den Minister van Landsverdediging aangenomen vereenigingen zullen de militaire voorgeoefendheid verzekeren en de aanneming zal verplichtingen opleggen en voordeelen verleenen welke overeenstemmen met die voorzien voor de vereenigingen voor lichamelijke opvoeding.

De gemeenten en het leger zullen hun hulpmiddelen onder bepaalde voorwaarden ter beschikking stellen van de aangenomen vereenigingen voor militaire voorgeoefendheid.

In de gemeenten waar geen private vereenigingen bestaan en in de gemeenten waar die inrichtingen ontoereikend zijn, zullen de onderhoorigen de militaire voorgeoefendheid ontvangen door tussenkomst van de gemeenteoverheden. Om hun taak tot een goed einde te brengen, zullen bedoelde overheden een beroep doen op bevoegde personen (oud-soldaten, onderwijzers, onderrichters van het leger, enz.).

* .

De wet voorziet verplichte militaire voorgeoefendheid met ingang van den zeventienjarigen leeftijd tot op het oogenblik der inlijving. Zij besteedt aldus ongeveer drie jaren aan de eindelijke voorgeoefendheid.

De programma's zullen aldus zonder een te groote krachtsinspanning kunnen uitgewerkt worden.

De algemeene regeling en de leiding der militaire voorgeoefendheid worden toevertrouwd aan den Minister van Landsverdediging welke er een rechtstreeksch belang bij heeft.

* . *

Opdat de wet de vruchten zou afwerpen welke men er van verhoopt, heeft men zekere maatregelen moeten voorzien die er de toepassing van waarborgen.

Zijn zij te zacht, dan zullen die maatregelen ondoelmatig blijken; zijn zij te streng, zoo zullen zij draconisch en onaannemelijk schijnen; het heeft ons daarom natuurlijk geschenen op de verplichte lichamelijke opvoeding van 14 tot 18 jaren de strafbepalingen toe te passen, welke voorzien zijn bij de wet tot regeling van het lager onderwijs, en er voor de jongelingen een bewijs van lichamelijke bekwaamheid aan toe te voegen dat hun door den Minister van Landsverdediging zal opgelegd worden bij hun inlijving in het leger. Alsdan zullen die jongelingen eveneens geroepen worden een proef te ondergaan die hun militaire voorgeoefendheid bewijst.

Zij die zich aan de lichamelijke opvoeding en aan de militaire voorgeoefendheid zullen onttrokken hebben, zij die niet zullen slagen in het examen of er zich niet voor aanmelden, zullen vóór de miliciens van hun klasse onder de wapens geroepen worden voor een tijdsverloop dat niet meer bedraagt dan twee maanden voor de lichamelijke opvoeding en één maand voor de militaire voorgeoefendheid, zonder dat beide samen mogen geëischt worden.

De strafbepaling zal streng genoeg zijn om niet verwaarloosd te worden. Het is trouwens billijk dat zij die in hun jeugd geweigerd hebben de noodige krachtsinspanning te doen om zich lenig te maken door middel van lichamelijke oefeningen en om zich voor te bereiden tot het militair onderricht, tot het leger worden opgeroepen vóór degenen welke voor het militair onderricht voorbereid zijn door een voorafgaande opleiding.

* *

Ingevolge artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek, lid 4, bestaat ten aanzien van de onderrichters een vermoeden van schuld, wegens schade, veroorzaakt door hun leerlingen gedurende het tijdsverloop binnen hetwelk zij onder hun toezicht staan. De betrokken leermeesters hebben ten eerste aangedrongen opdat deze uitzonderingsbepaling zou ingetrokken worden. Wij zijn van gevoelen dat hun voldoening dient te worden geschonken en nieuwe bepalingen moeten voorzien worden, welke voordeelig zijn voor de leeraars van *elke categorie*, doch welke de verantwoordelijkheid van den meester nochtans niet uitsluiten in geval van persoonlijke schuld. De eisch tot vaststelling van de aansprakelijkheid verjaart binnen den termijn van een jaar te rekenen van den dag van het ongeval.

Het vraagstuk der financiëele gevolgen van de wet werd, zooals men heeft opgemerkt, voorbehouden. De Staat zal later volgens de middelen der Schatkist zijn tegemoetkoming vaststellen.

Voor het eerste jaar wordt er op de Begrooting van Kunsten en Wetenschappen een som van *dertig duizend frank* uitgetrokken en op de Begrooting van Landsverdediging een som van *tweehonderd duizend frank*, welke de uitvoering der eerste toepassingsmaatregelen zullen mogelijk maken.

ALB. DEVÈZE.

(6)

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

**Projet de loi sur l'éducation physique
et la préparation au service mili-
taire.**

**Wetsvoorstel op de lichamelijke opvoe-
ding en de militaire voorgeoefend-
heid.**

CHAPITRE PREMIER.

ARTICLE PREMIER.

L'éducation physique est obligatoire pour tous les Belges, savoir :

1° Pour les jeunes gens, depuis l'âge de 6 ans jusqu'au moment de leur incorporation normale dans l'armée;

2° Pour les jeunes filles, depuis l'âge de 6 ans jusqu'à l'âge de 18 ans.

ART. 2.

La préparation au service militaire au premier degré est obligatoire pour les jeunes gens de 17 ans révolus jusqu'au moment de leur incorporation normale dans l'armée.

ART. 3.

Des dispenses temporaires, totales ou partielles, de *l'éducation physique* et de *la préparation au service militaire* pourront être accordées exceptionnellement pour incapacité physique.

Des arrêtés royaux détermineront les conditions dans lesquelles ces dispenses seront consenties.

CHAPITRE II.

L'éducation physique.

ART. 4.

L'éducation physique est assurée dans tous les établissements d'instruc-

EERSTE HOOFDSTUK.

EERSTE ARTIKEL.

De lichamelijke opvoeding wordt verplicht gesteld voor al de Belgen, te weten :

1° Voor de jongelingen, van den leeftijd van zes jaar af tot op het oogenblik hunner normale inlijving bij het leger;

2° Voor de meisjes, van den leeftijd van zes jaar af tot op achttienjarigen leeftijd.

ART. 2.

De militaire voorgeoefendheid in den eersten graad wordt verplicht gesteld voor de jongelieden van volle 17 jaar tot op het oogenblik hunner normale inlijving bij het leger.

ART. 3.

Tijdelijke, algeheele of gedeeltelijke vrijstelling van *de lichamelijke opvoeding* en van *de militaire voorgeoefendheid* mag bij uitzondering verleend worden wegens lichamelijke onbekwaamheid.

De voorwaarden waaronder die vrijstelling zal verleend worden, zullen bij Koninklijk besluit bepaald worden.

HOOFDSTUK II.

De lichamelijke opvoeding.

ART. 4.

De lichamelijke opvoeding wordt onderwezen in al de onderwijsinrichtin-

tion de l'État, des provinces, des communes, ainsi que dans les établissements subsideés par les pouvoirs publics.

ART. 5.

Les jeunes gens qui ne fréquentent pas ou qui ont cessé de fréquenter un établissement dirigé ou subsideé par les pouvoirs publics sont tenus de s'inscrire, jusqu'au moment de leur incorporation dans l'armée, dans les *associations s'occupant d'éducation physique* agréées par le *Ministre des Sciences et des Arts* sur avis des administrations communales et provinciales.

Cette inscription n'est pas requise pour les élèves fréquentant un établissement non subsideé par les pouvoirs publics sous condition que l'*éducation physique* y soit soumise à l'inspection de l'État.

Des arrêtés royaux détermineront les conditions et les effets de l'agrément des *associations s'occupant de l'éducation physique*.

ART. 6.

Il est créé au *Ministère des Sciences et des Arts* un *Conseil supérieur de l'éducation physique*, chargé de donner son avis, soit à la demande du Ministre, soit spontanément, sur toutes les questions se rattachant à l'éducation physique et notamment : sur les programmes et les conditions d'application de ceux-ci, sur les aptitudes à exiger des professeurs spéciaux et leur formation, sur les mesures à prendre pour assurer l'inspection et le contrôle de l'éducation physique.

Le Conseil est, en outre, chargé de promouvoir tout ce qui peut contribuer au développement de l'éducation physique, de favoriser les initiatives privées, de donner son avis sur les conditions

gen van den Staat, de provincies, de gemeenten, alsmede in de door de openbare machten geldelijk ondersteunde inrichtingen.

ART. 5.

De jongelieden welke geen door de openbare machten bestuurde of geldelijk ondersteunde inrichting bezoeken of welke dergelijke inrichting hebben verlaten, moeten zich, tot op het oogenblik hunner inlijving bij het leger, laten inschrijven bij de *vereenigingen voor lichamelijke opvoeding*, aangenomen door den *Minister van Kunsten en Wetenschappen* op advies van het gemeente- en het provinciebestuur.

Die inschrijving wordt niet vereischt voor de leerlingen welke een niet door de openbare machten geldelijk ondersteunde inrichting bezoeken op voorwaarde dat de *lichamelijke opvoeding* er onder Staatstoezicht sta.

De voorwaarden en de gevolgen der aanneming van de *vereenigingen voor lichamelijke opvoeding* worden bij Koninklijk besluit bepaald.

ART. 6.

Bij het *Ministerie van Kunsten en Wetenschappen* wordt een *Hooge Raad voor lichamelijke opvoeding* ingesteld, welke gelast is zijn advies uit te brengen, hetzij op verzoek van den Minister, hetzij uit eigen beweging, over al de vraagstukken welke in verband staan met de lichamelijke opvoeding en inzonderheid over de programma's en dezer toepassingsvereischen, over de bekwaamheid welke van de bijzondere leermeesters moet vereischt worden en over dezer opleiding, over de te treffen maatregelen om het toezicht en de controle over de lichamelijke opvoeding te verzekeren.

De Raad is bovendien gelast alles te bevorderen wat kan bijdragen tot de ontwikkeling van de lichamelijke opvoeding, het particulier initiatief te begunstigen, zijn advies uit te brengen

d'agrégation des sociétés d'éducation physique.

ART. 7.

Le *Ministère de la Défense Nationale* déterminera, après avoir entendu en son avis le Conseil supérieur institué par l'article 6, les conditions d'une épreuve d'aptitude physique à laquelle se présenteront les jeunes gens, à l'époque des opérations de l'incorporation dans l'armée.

Ceux qui n'auront pas justifié ainsi leur capacité physique seront appelés sous les drapeaux deux mois avant l'appel du contingent pour parfaire leur éducation physique.

ART. 8.

Les sanctions prévues à l'article 11 de la loi organique de l'enseignement primaire peuvent être appliquées aux chefs de famille dont les enfants se soustraient à l'obligation en matière d'éducation physique.

ART. 9.

Les communes de plus de 5,000 habitants sont tenues d'installer et d'entretenir au moins une plaine de jeux et une salle de gymnastique accessibles à tous les enfants des établissements scolaires ayant leur siège dans la commune ainsi qu'aux membres des associations agréées.

Un bassin de natation complètera ces installations partout où ce sera possible.

Les communes de moins de 5,000 habitants sont tenues d'installer au moins une plaine de jeux et un portique de gymnastique avec le matériel nécessaire.

Les communes peuvent adopter les installations privées satisfaisant à la condition indiquée au premier alinéa de l'article 9. Plusieurs communes peuvent au besoin s'attendre en vue d'une instal-

over de vereischten tot aanneming der vereenigingen voor lichamelijke opvoeding.

ART. 7.

De *Minister van Landsverdediging*, den bij artikel 6 ingestelden Hoogen Raad gehoord, stelt de voorwaarden vast voor een proef in de lichamelijke bekwaamheid waarvoor de jongelingen zich om den tijd der inlijving bij het leger aanmelden.

Zij die niet aldus het bewijs hebben geleverd van hun lichamelijke bekwaamheid, zullen twee maanden vóór het oproepen van het contingent onder de wapens geroepen worden om hun lichamelijke opvoeding te voltooien.

ART. 8.

De strafbepalingen, voorzien bij artikel 11 der wet tot regeling van het lager onderwijs, kunnen eveneens toegepast worden op de gezinshoofden wier kinderen zich onttrekken aan de verplichting inzake lichamelijke opvoeding.

ART. 9.

De gemeenten met meer dan 5,000 inwoners zijn verplicht ten minste een speelplein en een turnzaal in te richten en te onderhouden, toegankelijk voor alle kinderen van de schoolinrichtingen die in de gemeente gevestigd zijn, alsook voor de leden der aangenomen vereenigingen.

Een zwemdok zal die instellingen, overal waar zulks mogelijk is, aanvullen.

De gemeenten met minder dan 5,000 inwoners zijn verplicht ten minste een speelplein en een stelling met de vereischte turntoestellen tot stand te brengen.

De gemeenten mogen instellingen van particulieren aannemen, welke beantwoorden aan de voorwaarden vermeld in het eerste lid van artikel 9. Verschillende gemeenten mogen desnoods een

lation unique. L'État et les provinces contribuent aux dépenses exigées par ces installations. Des arrêtés royaux fixeront les modes et conditions de l'intervention de l'État. L'intervention de la province ne sera pas inférieure à 20 %.

ART. 10.

Des règlements d'administration générale, à prendre par les Ministres compétents, fixeront les détails d'application de la loi et notamment les conditions auxquelles devront satisfaire les installations communales.

Des arrêtés spéciaux qui devront être motivés et publiés au *Moniteur* pourront, pendant un délai de *cinq ans*, accorder selon la nécessité des circonstances, des tempéraments pour l'application de l'article 9.

ART. 11.

L'éducation physique post-régimentaire est facultative. Les associations qui assureront l'éducation physique des hommes ayant accompli leur service militaire pourront être agréées conformément aux conditions reprises à l'article 5.

CHAPITRE III.

La préparation au service militaire.

ART. 12.

La préparation au service militaire comporte trois degrés. Elle est donnée dans les associations communales de préparation au service militaire et dans les associations privées agréées par le Ministre de la Défense Nationale.

ART. 13.

La préparation au service militaire au premier degré vise à assurer le dévelop-

overeenkomst sluiten met het oog op een eenige inrichting. Staat en provincies verleenen een tegemoetkoming in de onkosten door deze inrichtingen vereischt. Bij Koninklijk besluit worden de wijzen en de voorwaarden der tegemoetkoming van den Staat bepaald. De bijdrage van de provincie zal niet minder dan 20 t. h. mogen bedragen.

ART. 10.

Bij maatregelen van algemeen bestuur, door de bevoegde Ministers te nemen, worden de bijzonderheden in de toepassing der wet geregeld, inzonderheid de voorwaarden waaraan de gemeentelijke instellingen moeten beantwoorden.

Bij bijzondere, met redenen omkleede en in het *Staatsblad* te verschijnen besluiten, kunnen, gedurende *vijf jaren* en volgens den eisch der omstandigheden, verzachtende beschikkingen getroffen worden inzake toepassing van artikel 9.

ART. 11.

De lichamelijke opvoeding na den legerdienst wordt niet verplicht gesteld. De vereenigingen welke zich bezighouden met lichamelijke opvoeding van de mannen die hun legerdienst gedaan hebben, kunnen aangenomen worden overeenkomstig de voorwaarden vermeld in artikel 5.

HOOFDSTUK III.

De militaire voorgeoefendheid.

ART. 12.

De militaire voorgeoefendheid bestaat uit drie graden. Zij wordt verstrekt door de gemeentelijke vereenigingen voor militaire voorgeoefendheid en door de private door den Minister van Landsverdediging aangenomen vereenigingen.

ART. 13.

De militaire voorgeoefendheid in den eersten graad heeft ten doel den burger-

pement des qualités civiques des jeunes gens en vue du service militaire et à donner des notions élémentaires d'instruction militaire générale. Elle prépare, en outre, à l'apprentissage des différentes spécialités employées par l'armée.

La préparation au service militaire au deuxième degré a pour but de donner aux jeunes gens les connaissances préparatoires suffisantes pour leur permettre d'accéder aux grades subalternes.

La préparation au service militaire au troisième degré, tend à assurer, aux jeunes gens susceptibles de devenir officiers de réserve, les connaissances facilitant leur accession à ce grade.

ART. 14.

Le Ministère de la Défense Nationale détermine les conditions et les effets d'agrément des associations de préparation au service militaire; la nature des épreuves sanctionnant cette préparation et les certificats que ces épreuves comportent; les conditions particulières faites aux jeunes gens ayant satisfait à la préparation aux deuxième et troisième degrés, les aptitudes à exiger des instructeurs spéciaux.

Il fixe les programmes ainsi que les mesures à prendre pour assurer l'inspection et le contrôle de la préparation au service militaire dans les associations privées agréées.

ART. 15.

Sous réserve de ce qui est dit à l'article 3, les jeunes gens qui ne satisfont pas, au minimum, à l'épreuve relative à la préparation au service militaire, au premier degré, seront appelés sous les drapeaux, un mois avant l'appel du contingent pour parfaire leur préparation au service militaire; toutefois, cet appel ne sera pas cumulé avec celui qui

zine der jongelingen te ontwikkelen met het oog op den legerdienst en aanvankelijke begrippen van algemeen militair onderwijs te verstrekken. Bovendien bereidt zij het aanleeren der verschillende specialiteiten voor, welke door het leger benuttigd worden.

De militaire voorgeoefendheid in den tweeden graad heeft ten doel de jongelingen een voldoende voorafgaande kennis te verschaffen om ze in staat te stellen de ondergeschikte graden te bereiken.

De militaire voorgeoefendheid in den derden graad wil de jongelingen, welke geschikt zijn om reserve-officier te worden, de noodige kennis verschaffen die hun het bereiken van dien graad vergemakkelijkt.

ART. 14.

De Minister van Landsverdediging bepaalt de voorwaarden en gevolgen der aanneming van de vereenigingen voor militaire voorgeoefendheid, den aard der proeven welke die voorgeoefendheid bekrachtigen en de getuigschriften aan die proeven verbonden, de bijzondere voorwaarden vereischt van de jongelingen die aan de voorgeoefendheid in den tweeden en derden graad hebben voldaan, de bekwaamheid welke men van de bijzondere onderrichters moet eischen.

Hij stelt de programma's vast alsmede de te nemen maatregelen om het toezicht en de contrôle op de militaire voorgeoefendheid in de aangenomen private vereenigingen te verzekeren.

ART. 15.

Onder voorbehoud van het bepaalde bij artikel 3, zullen de jongelingen welke niet, ten minste, voldoen aan de proef betreffende de militaire voorgeoefendheid, in den eersten graad, een maand vóór het oproepen van het contingent onder de wapens, geroepen worden om hun militaire voorgeoefendheid te voltooien; die oproeping zal echter

résulterait éventuellement du défaut de préparation physique.

Art. 16.

Les communes sont tenues de mettre à la disposition des associations agréées s'occupant de la préparation au service militaire les terrains, locaux et d'une façon générale, toutes les installations et le matériel, destinés à la pratique de l'éducation physique pouvant servir à la préparation au service militaire.

Le Ministre de la Défense Nationale peut mettre le personnel, les installations et le matériel de l'armée à la disposition des associations agréées s'occupant de la préparation au service militaire.

Un arrêté ministériel fixera les conditions dans lesquelles les associations agréées pourront disposer des ressources de l'armée.

CHAPITRE IV.

Dispositions générales.

Art. 17.

La responsabilité civile de l'État, des provinces et des communes est substituée, à raison d'un tiers pour chacun d'eux, à celle des professeurs de toutes catégories, pour le cas d'accidents survenus au cours des séances d'éducation physique ou de préparation au service militaire, données dans les établissements d'instruction dirigés ou subsidiés par les pouvoirs publics, dans ceux qui sont inspectés pour l'éducation physique et dans les associations d'éducation physique ou de préparation militaire agréées par l'État.

Toutefois les pouvoirs publics auront recours contre les professeurs dans le cas de faute personnelle. L'action en responsabilité se prescrit par le délai d'un an à compter du jour de l'accident.

niet mogen samenvallen met die welke bij voorkomend geval voortspruit uit het gebrek aan lichamelijke opleiding.

Art. 16.

De gemeenten zijn verplicht de terreinen, lokalen en over het algemeen alle inrichtingen en materieel, bestemd voor het beoefenen der lichamelijke opvoeding, strekkende tot de militaire voorgeoefendheid, ter beschikking te stellen van de aangenomen vereenigingen voor militaire voorgeoefendheid.

De Minister van Landverdediging mag het personeel, de instellingen en het materieel van het leger ter beschikking stellen van de aangenomen vereenigingen voor militaire voorgeoefendheid.

Een ministerieel besluit bepaalt de voorwaarden waaronder de aangenomen vereenigingen over de hulpmiddelen van het leger mogen beschikken.

HOOFDSTUK IV.

Algemeene bepalingen.

Art. 17.

De Staat, de provincies en de gemeenten zijn burgerrechtelijk aansprakelijk, op grond van een derde, voor elk hunner, in de plaats van de leeraars van elke categorie, bij ongevallen, overgekomen tijdens de oefeningen in de lichamelijke opvoeding of de militaire voorgeoefendheid, gehouden in de door de openbare machten bestuurde of geldelijk ondersteunde onderwijsinrichtingen, in die welke voor de lichamelijke opvoeding onder Staatstoezicht staan en in de door den Staat aangenomen vereenigingen voor lichamelijke opvoeding of voor militaire voorgeoefendheid.

De openbare machten hebben echter verhaal op de leeraars in geval van persoonlijke fout. De eisch tot verantwoordelijkheid verjaart binnen den termijn van een jaar te rekenen van den dag van het ongeval.

ART. 18.

Un crédit de 30,000 francs est ouvert au Département des Sciences et des Arts et de 200,000 francs au Département de la Défense Nationale pour l'exercice de 1928.

ART. 19.

Les dispositions concernant la préparation au service militaire prévues par la présente loi entreront en vigueur au plus tard le 1^{er} octobre 192

ART. 20.

Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.

ART. 18.

Een crediet van 30,000 frank wordt geopend bij het Departement van Kunsten en Wetenschappen en van 200,000 frank bij het Departement van Landsverdediging, voor het dienstjaar 1928.

ART. 19.

De bij deze wet voorziene bepalingen betreffende de militaire voorgeoefendheid worden uiterlijk den 1ⁿ October 192 van kracht.

ART. 20.

Zijn en blijven ingetrokken de bepalingen welke in strijd zijn met deze wet.

ALBERT DEVÈZE.
